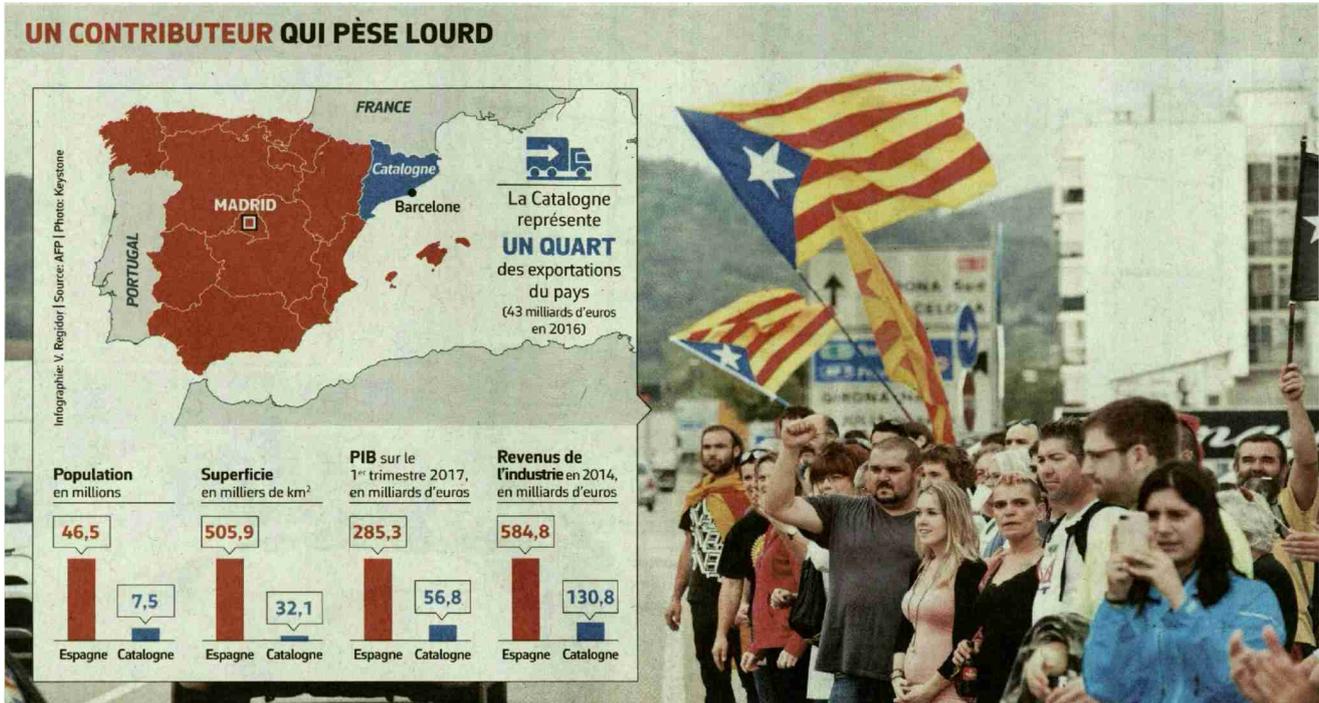




Le poids économique de la Catalogne est incontestable, mais l'indépendance pourrait lui coûter cher

L'argent est au cœur des tensions

« RACHEL RICHTERICH



Espagne » Entre la Catalogne et Madrid, les vellétés de séparation ne datent pas d'hier, alimentées par des désaccords culturels, historiques et les maladroites politiques de part et d'autre. Mais ce qui a mis le feu aux poudres ces dernières années touche au nerf de la guerre, l'argent. «L'élément crucial et déclencheur a été l'abandon de la peseta pour entrer dans la zone euro le 1er janvier 1999», analyse Sergio Rossi, professeur de macroéconomie et de politique monétaire à l'Université de Fribourg.

«L'euro a alors remplacé la monnaie espagnole avec un taux de change surévalué, donnant un coup de frein aux ex-

portations espagnoles», explique le spécialiste. «Dans le même temps, la baisse des taux d'intérêt, qui a accompagné l'entrée de l'Espagne dans la zone euro, a favorisé la surchauffe immobilière, à l'origine du miracle économique espagnol.» C'est ce qui a mis le pays à l'abri de la concurrence étrangère. «Ce n'était pas soutenable sur le long terme, mais tant que l'on gagne de l'argent, il y a une sorte d'inertie et de cohésion nationale, à l'image de la situation en Suisse», explique Sergio Rossi. Lorsque la bulle immobilière a éclaté en Espagne, suivie de la crise dans la zone euro à la fin de 2009 et que tout s'est effondré, «les Catalans ont eu le

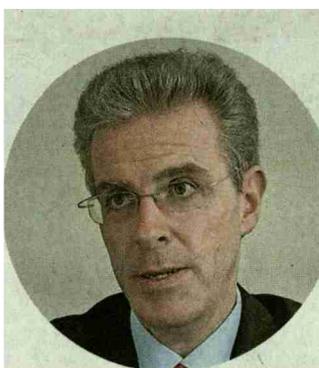
sentiment de devoir payer trop cher – à juste titre – la mauvaise politique économique menée par Madrid.»

Un quart des exportations

C'est que la région autonome pèse lourd dans l'économie de la péninsule: elle représente un cinquième du produit intérieur brut (PIB) espagnol, 56,8 milliards d'euros au premier trimestre de cette année, deuxième contributeur par habitant derrière Madrid. La Catalogne possède en outre une industrie forte (19% du PIB catalan) et est, de loin, la région la plus dynamique au plan commercial, réalisant avec 43 milliards d'euros un quart des ex-



portations du pays avec l'Union européenne. Ses villes, côtes et musées captent aussi un quart des touristes étrangers, avec



«L'élément déclencheur a été l'abandon de la peseta pour entrer dans la zone euro en 1999»

Sergio Rossi

18 millions de visiteurs l'an dernier.

Une indépendance, comme l'a encore promise hier d'ici à «quelques jours» le chef de l'exécutif catalan Carles Puigdemont serait donc une excellente opération pour la Catalogne? Bien au contraire, selon Samy Chaar, chef économiste chez Lombard Odier, «la Catalogne n'a pas les moyens de vivre par elle-même». Une sécession entraînerait de facto une sortie de cette région de l'Union européenne, note Sergio Rossi. Or, ce qui fait aujourd'hui sa richesse, c'est l'Europe, son premier partenaire commercial. «Il lui faudrait alors entamer un nouveau processus d'adhésion et celle-ci n'est possible qu'après avoir récolté l'unanimité des voix des pays membres... et l'Espagne voterait très certainement contre», relève Samy Chaar. Son PIB chuterait, sans doute.

Lourde dette

Il lui faudrait alors conclure des accords bilatéraux, à l'issue de négociations complexes et longues, dont le résultat est incer-

tain. «On le voit actuellement au Royaume-Uni, plus d'un an après le vote pour la sortie du pays de l'UE, on ne sait pas encore comment se concrétisera ce Brexit», souligne Sergio Rossi. D'autant plus complexe que la Catalogne ne pèse de loin pas aussi lourd au niveau mondial. Sans oublier que dans le même temps, elle devrait s'inventer une monnaie nationale et mettre sur pied une banque centrale, à partir de rien, puisqu'elle n'a jamais eu son propre système monétaire par le passé.

Enfin, et pas des moindres, comme dans tout divorce, on se partage les biens, mais aussi les dettes. «C'est son point faible», rappelle Samy Chaar. Aujourd'hui, la dette publique régionale de la Catalogne représente 35,6% de son PIB. Si elle devait en plus assumer sa quote-part d'un cinquième des 1129 milliards d'euros (au premier trimestre de cette année) de dette espagnole, l'ardoise explose. «Ce serait économiquement très difficile à assumer, voire insoutenable», conclut Samy Chaar. »



La Liberté
1705 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 39'709
Parution: 6x/semaine



Page: 5
Surface: 117'501 mm²

UNI
FR

UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
UNIVERSITÄT FREIBURG

Ordre: 1086479 Référence: 66938957
N° de thème: 377.021 Coupure Page: 3/4

LES PATRONS ET LA BOURSE INQUIETS

De grands patrons catalans ont fait part hier de leur «pré-occupation maximale» devant une éventuelle déclaration d'indépendance de la région, tandis que la Bourse de Madrid chutait, plombée par l'inquiétude entourant les valeurs bancaires.

Le Cercle d'Economia, important lobby patronal catalan, a fait part de «sa préoccupation maximale devant la possibilité d'une déclaration unilatérale d'indépendance». «Une telle déclaration plongerait le pays dans une situation extrêmement complexe, aux conséquences inconnues, mais dans tous les cas très graves», explique cette association qui compte parmi ses membres de nombreux grands patrons catalans, notamment les présidents des banques Caixa-Bank et Banco de Sabadell, et du parfumeur Puig (propriétaire de Nina Ricci et Jean-Paul Gaultier). En parallèle, le lobby estime que «la violence (lors du réfé-

rendum d'autodétermination interdit dimanche) est inexplicable, n'a pas de justification». La tension provoque «des dommages notables à la gestion des affaires courantes et au maintien de la reprise économique et de l'emploi», souligne le Cercle d'Economia.

Le président de Banco de Sabadell, l'une des deux principales banques catalanes, a fait mardi une allusion voilée à la possibilité de déménager le siège social de l'entreprise en cas d'indépendance de la Catalogne et de sortie de l'UE, qui lui ferait perdre sa source de financement au sein de la Banque centrale européenne.

La Bourse de Madrid perdait plus de 3% hier vers 17 h 13 (15 h 13 GMT), l'indice vedette Ibex 35 passant sous la barre du cap symbolique des 10 000 points, plombé par la chute des valeurs bancaires comme CaixaBank et Banco de Sabadell. **ATS/AFP**



Les séparatistes accusent le roi et demandent une médiation

Le bras de fer continue entre Barcelone et Madrid. Les indépendantistes ont annoncé qu'ils allaient proclamer leur indépendance dans les prochains jours.

Le président séparatiste de la Catalogne, Carles Puigdemont, a reproché hier au roi d'Espagne d'avoir «délibérément ignoré» des millions de Catalans. «Le roi adopte le discours et les politiques du gouvernement (de Mariano) Rajoy qui ont été catastrophiques pour la Catalogne et ignore délibérément des millions de Catalans qui ne pensent pas comme eux», a dit le président de cette région du nord-est de l'Espagne, à la télévision publique catalane.

M. Puigdemont a affirmé avoir reçu plusieurs offres de services de médiateurs pour régler son conflit avec Madrid, mais a accusé le Gouvernement espagnol de n'en avoir accepté aucune.

Le Gouvernement espagnol a refusé hier soir l'appel du président indépendantiste catalan à une médiation tant qu'il continuerait à menacer de faire sécession. «Si M. Puigdemont veut parler ou négocier, ou envoyer des médiateurs, il

sait parfaitement ce qu'il doit faire auparavant: se remettre dans le chemin de la loi, qu'il n'aurait jamais dû quitter», affirme la présidence du gouvernement dans un communiqué.

Dans une charge aussi rare que cinglante, le roi Felipe VI avait déclaré mardi soir que l'Etat devait «assurer l'ordre constitutionnel» face aux dirigeants catalans qui «prétendent déclarer illégalement l'indépendance».

«Le message que le chef de l'Etat a voulu adresser à une partie de la population, nous ne pouvons le partager ni l'accepter», a réagi M. Puigdemont. «Il ignore délibérément les Catalans qui ont été victimes d'une violence policière qui a glacé le sang de la moitié du monde», lui a reproché M. Puigdemont, Felipe VI n'ayant fait aucune allusion aux blessés pendant l'intervention des forces de l'ordre contre le référendum de dimanche dans la région.

S'adressant directement au monarque, il lui a lancé, en catalan: «Pas comme ça». Puis il a affirmé que le souverain avait «déçu beaucoup de gens en Catalogne qui l'apprécient». Il a déclaré que c'était aux citoyens que le roi «devait sa couronne» et que la Constitution lui attribuait «un rôle

de modérateur qu'il n'avait en aucun cas tenu».

M. Puigdemont n'a prononcé à aucun moment le mot «indépendance» dans son discours. Mais la Catalogne pourrait proclamer son indépendance lundi, au cours d'une session parlementaire convoquée par les dirigeants séparatistes de la région, a déclaré hier une source au sein du gouvernement régional. » **ATS/AFP**

L'UE APPELLE AU DIALOGUE

La crise catalane a aussi été abordée hier au Parlement européen. Madrid et Barcelone doivent renouer le «dialogue» pour sortir d'une crise née d'un référendum «illégal», a plaidé la Commission européenne. «Il est grand temps de dialoguer, de parler, de trouver une voie en dehors de l'impasse et de travailler conformément à l'ordre constitutionnel espagnol», a insisté le vice-président de l'Exécutif européen, Frans Timmermans.

Dans son intervention devant les eurodéputés – à l'occasion d'un bref débat «d'urgence», rajouté au dernier moment à l'ordre du jour de la session plénière à Strasbourg –, M. Timmermans a rappelé que l'UE considérait comme «illégal» le référendum d'autodétermination de dimanche, tout en déplorant les violences policières. **ATS/AFP**